

La gauche face à Trump : sortir de la paralysie

« *Ultimi Barbarorum !* » : « *les derniers des barbares !* ». C'est ainsi qu'en 1672, Spinoza exprima son indignation face au lynchage des dirigeants de la république des Pays-Bas par une foule haineuse, assoiffée de despotisme et d'intolérance religieuse. Mais le philosophe chassa vite les « passions tristes » qui l'animaient. Il entreprit d'analyser lucidement les causes qui avaient mené au désastre et fit des propositions constitutionnelles concrètes pour retrouver le chemin de la démocratie. Ainsi fut élaboré son dernier ouvrage, le *Traité politique*.

Aujourd'hui, les « derniers des barbares » occupent la Maison Blanche, d'où ils sont en train de précipiter leur propre pays, l'Europe et le monde dans l'abîme. À notre tour sidérés, indignés, nous voyons Trump, Vance et Musk prendre le parti de Poutine contre l'Ukraine et l'OTAN, démanteler l'État de droit américain et désigner les démocraties européennes comme des adversaires à abattre.

Sur le plan *géopolitique*, l'Europe abasourdie amorce un sursaut. Macron, Tusk, Merz, von der Leyen, Starmer semblent avoir pris la mesure du basculement historique opéré en quelques semaines. Même si le réveil est brutal, tardif et encore incertain, il est salutaire et prometteur. Mais qu'en est-il sur le plan *idéologique* ? Qu'opposons-nous au projet de civilisation belliciste, viriliste et raciste de Trump ?

La réplique idéologique devrait logiquement venir de la gauche politique et militante. Les Leaders, partis, syndicats, associations, think tanks sont toujours dans la sidération, comme le lapin hypnotisé par les feux du véhicule qui fonce sur lui. Que ce soit du côté des Démocrates américains ou des socialistes européens, de l'écologie politique ou de la gauche radicale, on ne voit aucune déclaration forte, aucune analyse lucide, aucune initiative politique à la hauteur des enjeux – à l'exception, depuis la France, de Raphaël Glucksmann ...

Comment expliquer cette paralysie ? Derrière le lapin pris dans les phares du trumpisme ne se cacherait-il pas une autruche qui ne veut pas voir la réalité ? Il est rassurant, mais erroné, de regarder la réélection de Trump à la lumière de son premier mandat de 2017-2021. Le milliardaire s'était alors comporté en guignol velléitaire, sans projet ni doctrine, butant sur le principe de réalité et des institutions démocratiques encore résilientes. Mais Trump 2 est doté d'un projet politique cohérent et prêt à l'emploi, dans un contexte où les « checks and balances » américains sont devenus inopérants. Il a entamé la destruction de l'État de droit, faisant main basse sur la justice, la fonction publique, les agences fédérales. Une guerre ouverte d'une violence inouïe contre la science et la liberté académique est enclenchée, qui impacte déjà les universités européennes. Pour se rassurer, on table sur un échec rapide de sa politique socio-économique, qui annoncerait un retournement de l'opinion américaine ; mais cela ne ralentira pas (que du contraire) son travail de sape de la démocratie et des droits humains au profit d'une gouvernance autocratique des États-Unis et du monde.

On pense aussi à tort que Trump est aux antipodes des tendances profondes de l'histoire américaine et de notre modernité. Et que par conséquent, une fois parti, les États-Unis

redeviendront naturellement le grand « pays de la liberté » qu'ils ont toujours été. Or, la politique internationale isolationniste et impérialiste de Trump n'est que la réactualisation de la « doctrine Monroe » qui date de ... 1823. Et ses atteintes à l'État de droit, elles, s'appuient sur une théorie de « l'Exécutif unitaire » qui remonte à Reagan, Nixon et même ... Roosevelt. Trump trace son chemin dans des sillons profonds de la politique américaine, qui ne s'effaceront pas avec lui. Pourtant, certains ne veulent toujours pas voir que nous avons basculé de façon irréversible dans une nouvelle ère.

Mais l'erreur la plus inquiétante de la gauche européenne est de croire que Trump et Cie n'ont de relais en Europe que dans la seule extrême-droite : Orbán, Wilders, Zemmour, etc. Cet aveuglement est très perceptible dans une étude récente de l'IEV (PS) sur « Trump, la tech et l'internationale réactionnaire », où seule la facho-sphère est ciblée. Or le trumpisme percole désormais bien au-delà de la coalition des « Patriotes » illibéraux. Un large pan de la droite « libérale » (et des élites économiques) partage désormais l'essentiel du corpus idéologique des néoconservateurs US, autour de quatre thématiques : (1) la mise au pas des « wokistes » (càd de ceux et celles qui dénoncent et combattent les discriminations structurelles contre les femmes, les racisés, les minorités sexuelles, les transgenres, etc.); (2) l'abandon des politiques sociales et environnementales ; (3) la chasse aux migrants ; (4) le démantèlement des services publics. Avec, en creux d'un tel programme, la défense inconditionnelle des détenteurs de capital et de patrimoine.

Certes, sur le plan géopolitique, la droite classique ne peut aujourd'hui que se désolidariser de Trump (en le ménageant toutefois, au nom de « l'atlantisme »). Mais sur le plan idéologique, elle en est plus proche que jamais. Sur aucune des quatre thématiques citées, il n'existe plus de cordon sanitaire avec l'extrême-droite, mais un continuum de connivences, de collusions ou d'alliances entre le RN et LR (et même la macronie) en France ; l'AfD et la CDU en Allemagne ; Fdi (Meloni) et Forza Italia en Italie ; le Belang, la N-VA et le MR en Belgique ...

Qui aujourd'hui, dans les partis de gauche, tire les conséquences de cette nouvelle donne politique ? Celle-ci exige pourtant une remise en question du logiciel idéologique progressiste et une reconfiguration de ses formes d'organisation et d'action. J'identifie au moins, pour la gauche, trois enjeux existentiels :

- 1) Idéologiquement, comment soutenir l'inévitable effort de guerre face à la Russie, après le lâchage annoncé des USA, sans sacrifier les politiques sociales et environnementales qui sont plus nécessaires que jamais ? On peut certes déplorer que l'Europe trouve comme par miracle pour se réarmer 800 milliards d'euros qu'elle a toujours refusés à l'Europe sociale. Mais celle-ci ne verra le jour que dans un espace où la paix et la sécurité sont garanties. Comment s'affranchir du pacifisme et du non-alignement, devenus obsolètes, sans renoncer à un projet écosocial ambitieux ? La gauche doit relever au plus vite le défi idéologique de montrer que la sécurité n'est pas seulement militaire, mais englobe aussi l'indépendance énergétique et la protection sociale. En l'absence d'un discours progressiste clair et crédible, c'est le narratif de droite, déjà bien rôdé, qui s'imposera : davantage de défense, c'est forcément moins de « social » ...

- 2) Il est temps d'entamer la reconquête idéologique, la lutte pour « l'hégémonie », comme disait Gramsci. La gauche est devenue incapable d'imposer ses thèmes, ni même de les défendre. Lorsque le Centre Jean Gol (MR), converti en redoutable outil de guerre culturelle, publia il y a deux ans une « étude » contre le « wokisme », accusant chercheurs et chercheuses, militants et militantes de propager un « nouveau totalitarisme » (*sic*), *aucun* des centres d'études des partis progressistes ne répliqua. Pourquoi cette pusillanimité ? Par peur d'aborder des sujets de société « clivants » comme le racisme ou la « diversité » Le résultat, c'est que l'antiwokisme, cheval de Troie du trumpisme, a largement réussi à décrédibiliser les luttes pour l'égalité qui sont l'ADN de la gauche. N'est-il pas temps que le PS, Écolo et le PTB se mettent à leur tour en mode « machines de guerre » contre le trumpisme à peine fardé de G-L. Bouchez et Cie ?
- 3) Dans un monde au bord du précipice, face à un large front néoconservateur décomplexé (lui-même boosté par les moyens financiers illimités de Musk et des GAFAM), les petites divisions de la gauche européenne ont-elles encore un sens ? Qu'est-ce qui justifie aujourd'hui l'existence de deux partis, PS et Écolo, dont les programmes sont des quasi-copiés-collés l'un de l'autre ? Je ne suis pas naïf, je sais que les appareils sont imperméables à tout rapprochement, et qu'avec celui du PTB, pro-russe et eurosceptique, c'est carrément impossible. Mais derrière les appareils, il y a des militants, des électeurs, des citoyens attachés à la démocratie, qui sont en demande de convergences et de perspectives. Dans les années 1930, face à Mussolini et Hitler, un large front antifasciste s'était aussitôt constitué, qui suscita nombre d'actes de résistance concrets, et qui fut aussi à l'origine des projets de Sécurité sociale et de renforcement de la démocratie mis en œuvre en 1945. Un nouvel antifascisme n'est-il pas à inventer ?

Si elle ne veut pas être balayée, la gauche européenne doit au plus vite réaffirmer ses principes, repenser ses priorités, proposer une alternative. Pourquoi Paul Magnette, Président du PS et féru de politique européenne, ne prend-il pas l'initiative de réunir, pour en débattre, les leaders socio-démocrates et écologistes du Continent ? En 2017, il avait mené avec panache la fronde contre le CETA : les circonstances n'imposent-elles pas d'en faire au moins autant ?

Edouard Delruelle

Professeur de philosophie politique à l'Université de Liège